

Appel à communications

Colloque international pluridisciplinaire

« **ARTS, TERRITOIRES ET NOUVELLE ÉCONOMIE CULTURELLE.**
La culture, un atout incontournable du développement urbain et régional ? »

6 et 7 mai 2008 (à confirmer)

Institut national de la recherche scientifique,
Québec (Québec, Canada)

La **Chaire Fernand-Dumont** sur la culture du *Centre Urbanisation, Culture et Société* de l'Institut national de la recherche scientifique et le **Laboratoire Interdisciplinaire Solidarités, Sociétés, Territoires** (LISST) de l'Université de Toulouse II – Le Mirail organisent, dans le cadre du 76^e Congrès de l'ACFAS, un colloque pluridisciplinaire sur les relations entre les arts, la culture et le développement des territoires. Ce colloque veut débattre de la situation des arts à l'échelle urbaine et régionale dans le contexte d'un rapprochement entre secteurs socioéconomiques et secteurs culturels et artistiques.

COMITÉ D'ORGANISATION

Guy Bellavance guy.bellavance@ucs.inrs.ca
Myrtille Roy-Valex myrtille_valex@inrs-ucs.quebec.ca
Martine Azam martine.azam@univ-tlse2.fr

COMITÉ SCIENTIFIQUE

Martine **Azam** – sociologue, Université Toulouse II - Le Mirail, LISST (CNRS)
Anouk **Bélanger** – communication, Université du Québec à Montréal
Guy **Bellavance** – sociologue, INRS-UCS
Andrée **Fortin** – sociologue, Université Laval
Fernand **Harvey** – historien et sociologue, INRS-UCS
Daniel **Latouche** – politologue, INRS-UCS
Frédéric **Leriche** – géographe, Université Toulouse II - Le Mirail, LISST (CNRS)
Françoise **Liot** - sociologue, Université Bordeaux II, LAPSAC
Michèle **Ollivier** – sociologue, Université d'Ottawa
Alain **Quemin** – sociologue, Université de Paris-Est/Institut Universitaire de France, LATTIS (CNRS)
Myrtille **Roy-Valex** – études urbaines, INRS-UCS
Diane **St-Pierre** – analyse et management des politiques publiques, INRS-UCS

Pilotage et renseignements : Christine Dubois, colloqueATUCS@ucs.inrs.ca

DATES À RETENIR

Date limite de remise des propositions de communication	17 décembre 2007
Date de notification d'acceptation aux auteurs	18 février 2008
Date limite de remise des communications complètes	14 avril 2008
Date limite d'inscription à l'ACFAS pour tarif préférentiel	31 mars 2008
Dates du colloque	6 et 7 mai 2008

OBJECTIFS DU COLLOQUE

Ce colloque vise la convergence de travaux théoriques et empiriques récents qui, à partir des diverses perspectives des sciences sociales et humaines, interrogent la situation des arts en regard des nouvelles formes ou stratégies de développement des territoires par la culture. Il s'agit notamment de rendre compte de ces nouvelles approches de géographie culturelle, d'économie régionale et d'analyses des politiques publiques qui viennent se greffer ou s'ajouter aux approches déjà classiques ou plus récentes de l'ethnologie, de la sociologie et de l'histoire des arts et de la culture. Deux principales questions de recherche orienteront la réflexion. D'une part, en quoi la thématization de la dimension territoriale des pratiques artistiques (au double plan de la production et de la réception) vient-elle modifier ou compléter la connaissance des phénomènes de développement culturel et de développement local ? D'autre part, en quoi l'inclusion des arts dans les stratégies de développement local vient-elle modifier les dynamiques et équilibres traditionnels ayant structuré jusqu'ici le champ des pratiques artistiques et des politiques publiques ?

ARGUMENTAIRE - Dimensions et enjeux du développement local par les arts et la culture

En Amérique du nord comme en Europe occidentale, sous l'effet conjugué de mouvements de décentralisation des politiques publiques, de « désindustrialisation » des économies régionales et de décloisonnement des pratiques culturelles, le développement local durable tend à devenir l'argument premier de l'action culturelle et artistique conduite sur les territoires. Au cours de la dernière décennie, un intérêt inédit a ainsi émergé à l'égard des actions culturelles territorialisées, tant à partir du champ scientifique que du champ politique. Cet intérêt prend forme en même temps que se font jour de nouvelles perspectives d'analyse des effets de la culture sur le développement des villes et des régions. Il en va ainsi de l'hypothèse de la « Nouvelle économie » qui, à travers ses diverses variantes théoriques, sert la promotion d'approches et d'actions largement finalisées (ou instrumentales) du développement culturel local, tributaires des concepts et notions de « métropolis créative », de « ville créative » de « districts culturels-crétatifs » ou encore de « classe créative ». Ce discours économique, s'il mise sur les attributs et propriétés culturelles des territoires, se conjugue ou se juxtapose souvent à un discours d'ordre « social » : l'action culturelle se veut alors porteuse de diverses perspectives de réappropriation culturelle, de revitalisation communautaire et de promotion de la diversité culturelle, avec des enjeux associés de lutte à l'exclusion, d'affirmation identitaire et de revitalisation urbaine ou régionale.

L'intérêt croissant porté au potentiel de la culture comme facteur de développement est lié simultanément à sa redéfinition : à l'extension continue des domaines de la culture au-delà du champ traditionnels des arts (qu'illustre au mieux le néologisme d'« industries de la créativité »), répond la diversité des finalités qui lui sont attribuées. Les effets des arts sur le développement local sont ainsi escomptés au-delà de leurs vertus intrinsèques, dans leurs retombées sociales (intégration sociale, cohésion sociale, qualité de vie des citoyens...) et dans leurs retombées économiques (création d'emplois, stimulation du tourisme, retombées fiscales...). La restructuration des économies urbaines, mais aussi les effets réels et attendus de la mondialisation amènent par ailleurs à concevoir les arts et la culture sous l'angle d'une « ressource » apte à fonder l'avantage concurrentiel des territoires (considération d'image, positionnement à l'international...). À l'appui de ces visées, l'action culturelle prend diverses formes : valorisation du patrimoine bâti et immatériel, restauration des espaces publics, rénovation de zones urbaines moins favorisées, investissement dans les institutions, équipements et établissement culturels, etc

Le nouvel optimisme face aux vertus territoriales de la culture, typique de la dernière décennie, vient en quelque sorte prendre le pas sur le pessimisme et la démoralisation de la décennie précédente face aux impacts négatifs de la désindustrialisation des territoires. Cet optimisme, partagé par bon nombre des élites scientifiques, politiques ou économiques, se doit néanmoins d'être pondéré. D'une part, le lien entre la culture et le développement territorial est encore mal étayé scientifiquement (coût et rareté des données probantes, limites des catégories statistiques existantes, etc.), bien que les séquelles causées par la suspension d'événements

culturels en fournissent trop souvent une preuve *a contrario*. D'autre part, miser sur les arts et la culture comme levier de développement soulève plusieurs difficultés concrètes dans la mesure où une même initiative est susceptible d'avoir des retombées variables en fonction des caractéristiques propres à chaque territoire (échelle, densité, taille, nature des activités, histoire culturelle des lieux, etc.). La question des effets ou de l'impact du développement culturel territorialisé soulève de la sorte deux problèmes fortement interreliés :

1. la complexité et le degré d'imprévisibilité des effets bénéfiques des activités culturelles à l'échelle locale rendent difficile une démonstration probante de ces effets (ou impacts), limitant considérablement les possibilités d'une mise en œuvre efficiente ;
2. le développement culturel, programmé ou non, entraîne un ensemble de dynamiques potentiellement négatives (effets pervers ou retors, non voulus ou contre-intuitifs) : renforcement des mouvements de ségrégation avec la formation d'« enclave culturelle » urbaine, restructuration trop unilatérale de l'économie locale autour d'une économie de niche, normalisation culturelle des paysages et des espaces urbains, création d'emploi dans les secteurs les moins payés de l'économie, etc.).

Tout ceci explique en partie la précarité du dossier des arts et de la culture aux divers échelons de gouvernement, les interventions demeurant souvent au niveau du discours sans être toujours (ou encore) partout à la hauteur des intentions affichées. Dans ce contexte, la situation des arts et des artistes (rôle, fonction, statut) est interpellée et mise en jeu à quatre principaux niveaux :

- **Les arts dans l'« écosystème » culturel des territoires.** Dans quelle mesure les arts contribuent-ils au développement territorial et comment peut-on en mesurer les impacts ou les effets (quantitatifs et qualitatifs) ? En sens inverse, quel est l'impact ou l'influence du territoire sur les formes d'arts et d'expressions culturelles : par exemple, y a-t-il des villes plus créatives ou plus artistiques que d'autres ? Dans quelle mesure les formes d'art et leur contribution économique ou sociale varient-elles en fonction de l'échelle, de la réputation ou de l'histoire des territoires (y a-t-il un « capital culturel » territorial cumulatif) ? Et comment cerner, à l'échelle locale, les liens d'interdépendance possibles entre art au sens strict, créativité diffuse et innovation tangible ?
- **Les logiques d'action publique face aux arts.** Quelles sont les valeurs et finalités qui sous-tendent l'action culturelle publique face aux arts : développement économique, démocratisation, progrès « civilisationnel », diversité culturelle, etc. ? Et comment, sur le terrain concret des acteurs, se concilient, s'affrontent, se juxtaposent ou s'agencent les diverses logiques d'action qui en procèdent : développement des industries culturelles, développement de l'excellence (ou du professionnalisme) artistique, démocratisation de l'accès aux arts, promotion de la diversité culturelle (démocratie culturelle, multiculturalisme, réhabilitation des cultures populaires), etc. ? Quelle est la nature des tensions entre ces différentes finalités (économiques, sociales, artistiques) ? Quelles sont les stratégies de mise en œuvre qui en découlent, et quels en sont les résultats ?
- **La cible des interventions.** Quelle place est attribuée aux artistes en matière de développement local ? Quels rôles incombent aux artistes en regard des autres médiateurs culturels professionnels, organisations et industries culturelles ? Quel est le statut (ou le poids) du public des arts au sens strict en regard du « milieu local » au sens large ? Quelle est la part respective des actions menées ou à mener en faveur des publics résidants et des publics touristiques, des artistes locaux et des artistes étrangers ? Comment varient ces interventions en fonction de l'échelle des territoires : centres métropolitains et capitales culturelles, centres urbains régionaux, espaces périphériques ou périurbains, etc. ?
- **Le financement des arts.** Comment s'arriment les diverses formes de soutien apportées aux arts ? Comment se coordonne l'action des différents paliers de gouvernement (notamment dans un contexte de décentralisation, où il faut parfois compter avec des administrations non plus seulement supra municipales mais aussi infra municipales) ? Est-ce qu'une coordination harmonieuse des actions privées et publiques s'avère possible, notamment dans un contexte marqué par la recherche de partenariats public-privé ? Comment s'articulent les logiques cul-

turelles sectorielles (ou professionnelles), fortement dépendantes de logiques nationales ou même internationales, à des logiques territoriales contextualisées (de nature souvent plus strictement identitaire qu'artistique) ?

Cette série de questions n'est pas exhaustive et les thèmes de réflexion proposés ne sont pas mutuellement exclusifs. Le comité organisateur sollicite à cet égard des études de cas, des analyses comparatives et des mises en perspective historiques ou critiques permettant de débattre sur un plan à la fois théorique et empirique de l'état des relations actuelles entre art, territoire et économie culturelle. Le comité organisateur demeure par ailleurs ouvert à toute proposition qui s'inscrit dans l'esprit général de cet appel à communications. L'édition d'un ouvrage collectif issu du colloque est envisagée dans la collection « Culture et société » des Presses de l'Université Laval.

PRECISIONS SUR L'APPEL À COMMUNICATIONS

Le colloque est ouvert à tous les étudiants gradués, aux enseignants et aux chercheurs.

Proposition de communication

Le texte de la proposition sera édité en format Word et ne dépassera pas 3250 caractères (espaces compris) en Times New Roman 12 points.

Il comportera un titre, cinq mots-clés, ainsi que le nom, le statut universitaire, l'institution d'attache et les coordonnées du soumissionnaire.

La date limite d'envoi est le lundi 17 décembre 2007 à 17h.

La sélection se fera au sein du Comité scientifique.

Les soumissionnaires seront informés de la sélection des propositions au plus tard le 18 février 2008.

Texte des communications

Pour les soumissions retenues, le texte en appui de la communication devra être envoyé au Comité d'organisation avant le 14 avril 2008. Il sera publié sur le site du colloque, tel que fourni par l'auteur, sans avoir fait l'objet de révision ou de modification. Les précisions sur les paramètres d'édition de ce texte seront fournies aux participants sélectionnés.

Les soumissions sont acceptées en français ou en anglais. Les communications devront se faire de préférence en français.

Les textes seront adressés à l'INRS-UCS par courrier électronique à : **colloqueATUCS@ucs.inrs.ca.**